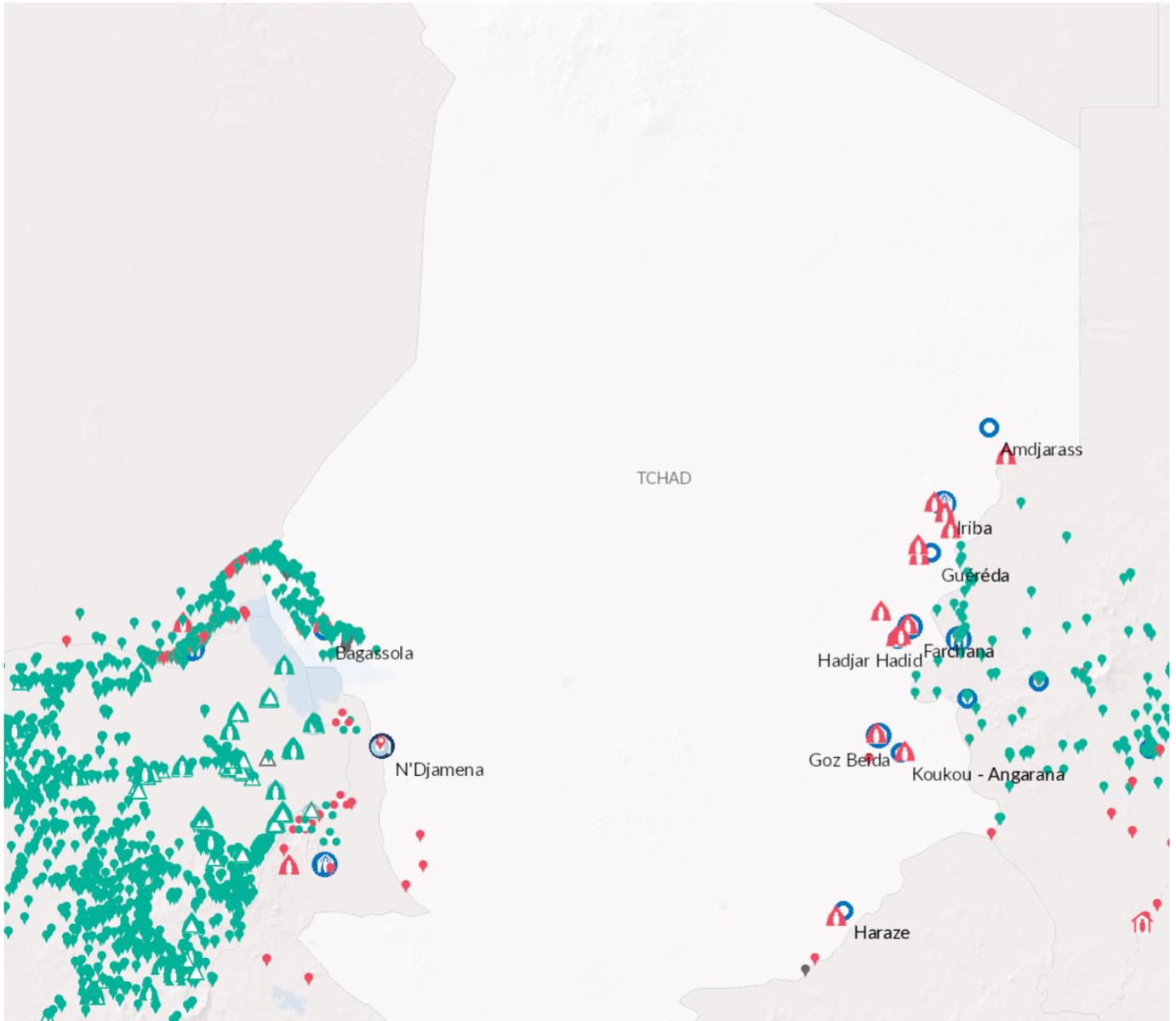




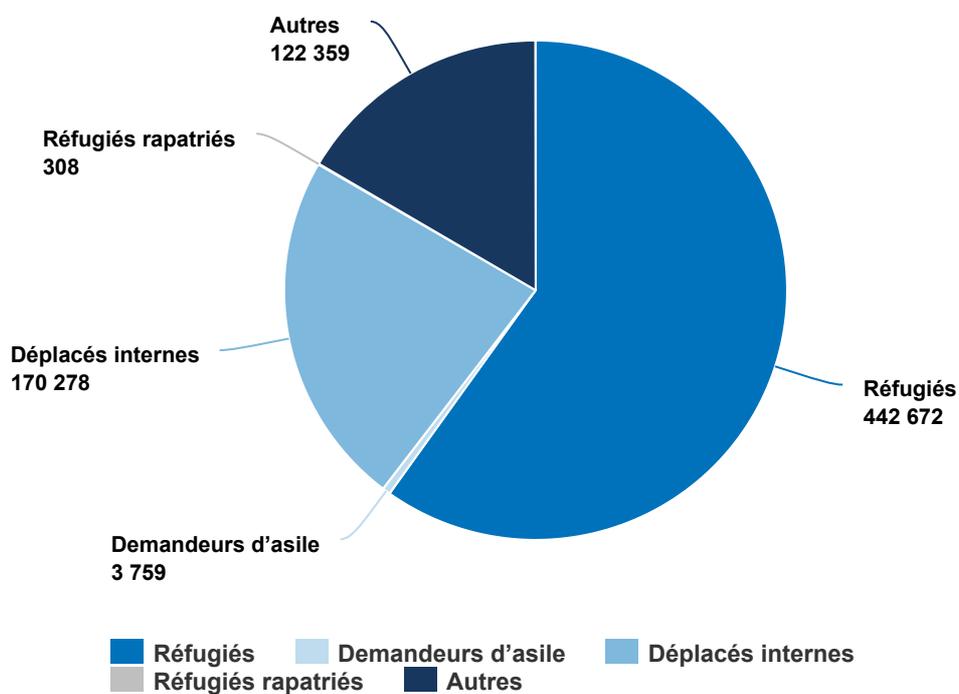
Opération: Tchad



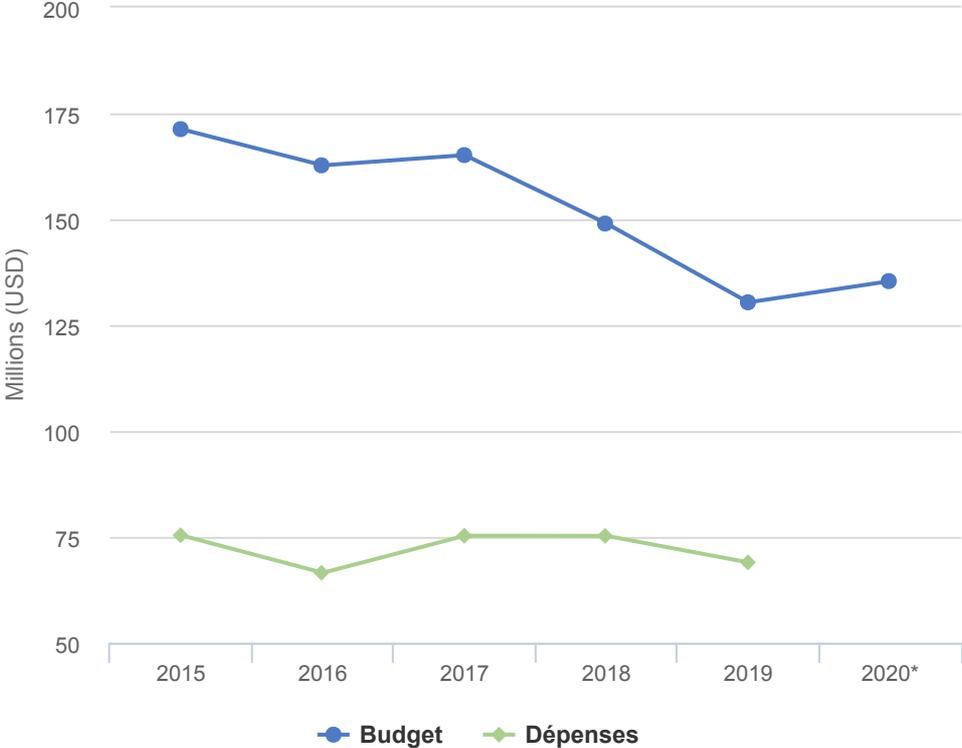
Personnes relevant de la compétence du HCR

+ 12% EN 2019

2019	739,376
2018	663,064
2017	612,197



Budgets et Dépenses - Tchad



Contexte opérationnel

La crise économique qui paralyse le Tchad depuis 2015 s'est poursuivie. Malgré ces difficultés économiques, le gouvernement est resté engagé à améliorer l'environnement de protection et à inclure les réfugiés dans les plans de développements locaux, nationaux et régionaux.

Le gouvernement tchadien a continué de mener une stratégie pluriannuelle et multipartite visant à mobiliser diverses parties prenantes pour répondre aux besoins des réfugiés et des communautés d'accueil, tout en appliquant le Cadre d'action global pour les réfugiés et le Pacte mondial sur les réfugiés. Lors du Forum mondial sur les réfugiés de décembre 2019, le Tchad a annoncé huit engagements pour renforcer l'environnement de protection des réfugiés, notamment par le biais d'une stratégie de « villagisation » visant à intégrer les camps de réfugiés dans des villages. Les réfugiés au Tchad ont également été inclus dans des projets destinés à renforcer la coexistence pacifique, notamment le PARCA (*Projet d'appui aux réfugiés et communautés d'accueil*) et le DIZA (*Programme de développement intégré des zones d'accueil*).

Malgré ces avancées, la résilience communautaire limitée et les faibles niveaux d'autosuffisance au sein des communautés d'accueil de réfugiés ont continué d'aggraver la vulnérabilité des réfugiés et d'augmenter en particulier le risque de violences sexuelles et de genre.

Si les réfugiés, les rapatriés et les déplacés internes ont été inclus dans les plans de développement nationaux et régionaux, les difficultés ont été nombreuses. Elles étaient liées notamment à l'accès limité à la terre dans certaines régions, à de mauvaises évaluations techniques, aux changements climatiques, à une mauvaise gestion de l'eau et aux maladies parasitaires qui ont affecté les récoltes et le bétail dans les communautés d'accueil de réfugiés dans le sud et l'est du Tchad.

Tendances démographiques

Au 31 décembre 2019, le Tchad accueillait près de 739 400 personnes relevant de la compétence du HCR, dont 442 700 réfugiés (75% du Soudan, 21% de la République centrafricaine et 3% du Nigéria). Le HCR et ses partenaires ont facilité le rapatriement volontaire de près de 2100 réfugiés soudanais vers leur pays d'origine, tandis que quelque 300 Tchadiens sont rentrés du Soudan. Près de 2100 réfugiés sont partis dans le cadre de la réinstallation en 2019. Environ 93% des réfugiés au Tchad vivaient dans des camps, 6% dans des villages et des sites d'accueil, et le 1% restant étaient des réfugiés urbains vivant à N'Djamena.

Selon les estimations, le Tchad comptait 170 300 déplacés internes en décembre 2019, dont quelque 1300 nouvelles personnes déplacées dans la région du Ouaddaï.

Chiffres clés

- 41 200 certificats de naissance ont été délivrés à des enfants réfugiés et issus des communautés d'accueil, soit au-delà des 40 000 prévus.
- 1 600 personnes ont été proposées à des pays de réinstallation pour qu'ils étudient leurs cas.
- 1 600 cas de violences sexuelles et de genre ont été signalés et toutes les victimes ont pu avoir accès aux services disponibles dans les camps ou les sites d'installation de réfugiés.

Principales réalisations

- Le HCR a continué de fournir des services pour répondre aux besoins de base des réfugiés nigériens enregistrés dans la région du Lac Tchad.
- Le HCR a fourni des fournitures de bureau et des kits d'enregistrement aux centres d'enregistrement, tout en formant les principales parties prenantes à l'état civil et aux documents d'état civil.
- Les soins de santé primaire, secondaire et tertiaire ont été rendus accessibles à tous les réfugiés et des interventions complètes dans le domaine de la santé et de la nutrition ont été effectuées dans le sud du Tchad.

Besoins non satisfaits

- Le plan de réponse humanitaire 2019 pour le Tchad a été financé à hauteur de 27% à peine, et à hauteur de 3% seulement pour les besoins de protection. Cela a gravement affecté la sûreté et la sécurité des réfugiés, des déplacés internes et des autres personnes relevant de la compétence du HCR, ainsi que leur accès à une aide vitale.
- De nombreux cas de violences sexuelles et de genre n'ont pas été signalés. En réponse, des procédures opérationnelles standard ont été adoptées en 2019 pour guider les interventions des acteurs humanitaires, un système de signalement et de recensement des cas de violences sexuelles et de genre a été mis en place et les victimes ont continué de bénéficier d'une aide psychologique, juridique et sociale.
- L'absence d'un cadre juridique national a rendu la protection juridique encore plus compliquée, le projet de loi sur l'asile devant toujours être adopté par le parlement.
- Les femmes sont restées moins représentées et moins actives dans les diverses structures communautaires de gestion en raison des normes sociétales (la représentation s'élevait à près de 30% et à 15% dans le sud du Tchad).
- Les infrastructures de santé dans les zones d'accueil de réfugiés sont restées limitées et une grève générale du personnel médical étatique en 2019 a aggravé les lacunes existantes. En coordination avec le Ministère de la Santé, le HCR a transféré tous les centres médicaux basés dans les camps sous la responsabilité et l'administration de l'État. Toutefois, une implication forte de l'État pour renforcer les installations et les services médicaux était nécessaire.

Dépenses 2019 - Tchad | USD

Le tableau suivant présente le budget final, les fonds disponibles et l'état final des dépenses par objectif, comme établis en fin d'année.

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
Budget final	123,727,254	1,054,253	2,425,000	3,177,506	130,384,013
	16,289,881	519,631	251,534	1,454,617	18,515,663
Total des fonds disponibles	16,289,881	519,631	251,534	1,454,617	18,515,663
Dépenses par objectif					
Environnement de protection favorable					
Cadre juridique et politique	91,410	182,770	0	0	274,180
Aide juridique et recours judiciaires	1,232,385	0	0	0	1,232,385
Accès au territoire	189,378	12,816	0	0	202,194
Sous-total	1,513,173	195,586	0	0	1,708,759
Processus de protection et documents adéquats					
Conditions d'accueil	1,488,479	0	0	0	1,488,479
Enregistrement et établissements des profils	4,619,965	0	0	0	4,619,965
Procédures de détermination du statut de réfugié	90,195	0	0	0	90,195
Documents individuels	1,567,639	74,321	0	0	1,641,960
Documents d'état civil	380,318	243,592	0	35,213	659,123
Sous-total	8,146,596	317,913	0	35,213	8,499,722
Sécurité face à la violence et à l'exploitation					
Protection contre la criminalité	515,167	102	0	0	515,270
	446	0	0	70,426	70,871
Prévention et interventions liées aux VSS	1,871,154	0	0	120,692	1,991,846
Risques de détention arbitraires	282,440	0	0	0	282,440

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
Protection des enfants	2,021,951	24	0	54,785	2,076,759
Sous-total	4,691,158	126	0	245,902	4,937,186
Besoins de base et services essentiels					
Santé	6,842,793	0	0	0	6,842,793
Services de santé reproductive et de lutte contre le VIH	1,733,425	0	0	0	1,733,425
Nutrition	1,633,979	0	0	0	1,633,979
Eau	1,195,764	0	0	0	1,195,764
Hygiène et assainissement	928,773	0	0	0	928,773
Abris et infrastructures	1,208,902	0	0	271,309	1,480,211
Énergie	1,303,403	0	0	0	1,303,403
Articles élémentaires, ménagers et d'hygiène	2,208,504	0	0	60,551	2,269,055
Services pour les personnes ayant des besoins spécifiques	5,287,328	0	0	0	5,287,328
Éducation	6,276,832	0	0	0	6,276,832
Sous-total	28,619,703	0	0	331,861	28,951,563
Autonomisation et autogestion communautaires					
Mobilisation communautaire	1,077,579	0	0	129,402	1,206,981
Coexistence avec les communautés locales	171,921	0	0	157,130	329,052
Ressources naturelles et environnement partagé	537,170	0	0	0	537,170
Autosuffisance et moyens d'existence	6,428,740	0	0	0	6,428,740
Sous-total	8,215,410	0	0	286,532	8,501,942
Solutions durables					
Stratégie pour la recherche de solutions globales	79,957	0	0	35,213	115,170

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
Retour volontaire	1,973,208	0	0	0	1,973,208
Réintégration	201	0	251,534	0	251,735
Intégration	893,250	0	0	0	893,250
Réinstallation	1,455,175	0	0	0	1,455,175
Sous-total	4,401,790	0	251,534	35,213	4,688,537
Direction, coordination et partenariats					
Coordination et partenariats	235,176	0	0	323,214	558,391
Gestion et coordination des camps	835,693	0	0	0	835,693
Relations avec les donateurs	289	0	0	0	289
Sous-total	1,071,158	0	0	323,214	1,394,373
Appui à la logistique et aux opérations					
Approvisionnement et logistique	6,403,948	0	0	0	6,403,948
Gestion des opérations, coordination et appui	3,708,118	0	0	183,423	3,891,542
Sous-total	10,112,066	0	0	183,423	10,295,490
Dépenses totales en 2019	66,771,054	513,626	251,534	1,441,358	68,977,572